

suspendue est, à la demande de la personne intéressée, accordée ou rétablie à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'Entente ;

e) la prestation accordée avant la date de l'entrée en vigueur de l'Entente est révisée à la demande de la personne intéressée. Elle peut également être révisée d'office. Lorsque la révision conduit à une prestation moindre que celle versée avant l'entrée en vigueur de l'Entente, la prestation est maintenue à son niveau antérieur ;

f) si la demande visée aux alinéas d ou e est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'Entente, les droits ouverts en vertu de l'Entente sont acquis à partir de cette date, malgré les dispositions de la législation de l'une ou de l'autre Partie relatives à la prescription de droits, sous réserve de dispositions plus favorables pour les bénéficiaires dans la législation applicable ;

g) si la demande visée aux alinéas c, d ou e est présentée après l'expiration du délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de l'Entente, les droits qui ne sont pas prescrits sont acquis à partir de la date de la demande, sous réserve de dispositions plus favorables de la législation applicable.

3. Pour l'application de l'article 8, la personne qui était détachée à la date de l'entrée en vigueur de l'Entente est présumée n'avoir été détachée qu'à compter de cette date.

## ARTICLE 31

### PRISE D'EFFET ET DURÉE DE L'ENTENTE

1. Les Parties se notifieront par écrit l'accomplissement de la procédure interne requise pour la prise d'effet de l'Entente. L'Entente prendra effet le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel a été envoyée la dernière des notifications faite à l'autre Partie.

2. L'Entente est conclue pour une durée indéfinie. Elle prendra fin le 31 décembre qui suit d'au moins douze mois la date de la réception d'un avis écrit d'une des Parties à l'autre Partie désirant y mettre fin.

3. Si l'Entente prend fin, tout droit acquis en vertu des dispositions de l'Entente ainsi que les droits en cours d'acquisition seront maintenus.

Fait à Québec, le 19 février 2002, en deux exemplaires, chacun de ces deux exemplaires en langue française et en langue tchèque, les deux textes étant également valides.

Pour le gouvernement

Pour le gouvernement

du Québec

de la République tchèque

\_\_\_\_\_  
MME LOUISE BEAUDOIN,

\_\_\_\_\_  
M. VLADIMÍR KOTZY,

Ministre des Relations

*Ambassadeur extraordinaire et*

*internationales*

*plénipotentiaire de la République*

*tchèque au Canada*

D. 977-2003, ann. I.

## ANNEXE II

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF POUR L'APPLICATION DE L'ENTENTE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DU QUÉBEC

ET

L'AUTORITÉ COMPÉTENTE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

CONSIDÉRANT l'article 19 de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République tchèque ;

SONT CONVENUES DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

## **ARTICLE 1**

### **DÉFINITIONS**

Dans le présent Arrangement administratif,

- a) le terme « Entente » désigne l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République tchèque signée à Québec, le 19 février 2002 ;
- b) les autres termes utilisés ont le sens qui leur est attribué dans l'article 1 de l'Entente.

## **ARTICLE 2**

### **ORGANISMES DE LIAISON**

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 de l'Entente, les organismes de liaison désignés par chaque Partie sont :

- a) pour le Québec, la Direction des ententes de sécurité sociale du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration ou tout autre organisme que l'autorité compétente du Québec pourra subséquemment désigner ;
- b) pour la République tchèque, Česká spr sociálního zabezpečení (Direction tchèque de la sécurité sociale).

## **ARTICLE 3**

### **CERTIFICAT D'ASSUJETTISSEMENT RELATIF À LA LÉGISLATION APPLICABLE**

1. Pour l'application des articles 7 à 11 de l'Entente, lorsqu'une personne demeure soumise à la législation d'une Partie alors qu'elle travaille sur le territoire de l'autre Partie, un certificat d'assujettissement relatif à la législation applicable est délivré :

- a) par l'organisme de liaison du Québec, lorsque la personne demeure soumise à la législation du Québec ;
- b) par l'organisme de liaison de la République tchèque, lorsque la personne demeure soumise à la législation de la République tchèque.

2. L'organisme de liaison qui délivre ce certificat d'assujettissement l'envoie à la personne concernée ainsi qu'une copie, sur demande, à son employeur et, le cas échéant, à l'autre organisme de liaison.

## **ARTICLE 4**

### **PRESTATIONS DE RETRAITE, D'INVALIDITÉ ET DE SURVIVANTS**

1. Pour l'application du titre III de l'Entente, une demande de prestation en vertu de l'Entente peut être présentée à l'organisme de liaison de l'une ou de l'autre Partie, ou à l'institution compétente de la Partie dont la législation est applicable.
2. Lorsque la demande de prestation mentionnée au paragraphe 1 est présentée à un organisme de liaison, celui-ci transmet cette demande à l'institution compétente ou à l'organisme de liaison de la Partie dont la législation est applicable, accompagnée des pièces justificatives requises.
3. Tout renseignement relatif à l'état civil inscrit sur un formulaire de demande est certifié, si possible, par l'organisme de liaison qui transmet la demande, ce qui le dispense de faire parvenir les pièces justificatives.
4. Lorsque l'institution compétente ou l'organisme de liaison d'une Partie le requiert, l'organisme de liaison ou l'institution compétente de l'autre Partie l'informe des périodes d'assurance reconnues en vertu de la législation qu'il applique.
5. Dès qu'elle a pris une décision en vertu de la législation qu'elle applique, l'institution compétente la communique à la personne requérante et en informe également l'organisme de liaison de l'autre Partie.

## **ARTICLE 5**

### **REMBOURSEMENT ENTRE INSTITUTIONS**

Pour l'application de l'article 27 de l'Entente, à la fin de chaque année civile, lorsque l'institution compétente d'une Partie a fait effectuer des expertises, pour le compte de l'institution compétente de l'autre Partie, l'organisme de liaison de la première Partie transmet à l'organisme de liaison de l'autre Partie un état des honoraires afférents aux expertises effectuées au cours de l'année considérée, en indiquant le montant dû. Cet état est accompagné des pièces justificatives.

## **ARTICLE 6**

### **FORMULAIRES**

Tout formulaire ou autre document nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure prévue par l'Arrangement administratif sont établis d'un commun accord par les institutions compétentes et les organismes de liaison.

## **ARTICLE 7**

### **DONNÉES STATISTIQUES**

Les organismes de liaison des Parties s'échangent, dans la forme convenue, les données statistiques concernant les versements faits aux bénéficiaires en vertu de l'Entente pendant chaque année civile. Ces données comprennent le nombre de bénéficiaires et le montant total des prestations, par catégorie de prestation.

## **ARTICLE 8**

### **ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE**

L'Arrangement administratif entre en vigueur en même temps que l'Entente, et sa durée est celle de l'Entente.

Fait à Prague, le 4 décembre 2002, en deux exemplaires originaux, chacun de ces deux exemplaires en langue française et en langue tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour l'autorité compétente

du Québec

Pour l'autorité compétente

de la République tchèque

---

M. JEAN D. MÉNARD

---

M. JIRÍ HOIDEKR

D. 977-2003, ann. II.

---

#### RÉFÉRENCES

D. 977-2003, 2003 G.O. 2, 4424

L.Q. 2010, c. 31, a. 91